

**SESSION 2015****CLASSES DE TERMINALE****SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Après avoir montré la nécessité des politiques de développement industriel en Afrique, vous analyserez les difficultés aux quelles elles sont confrontées.

Document 1 : LA SITUATION DU SECTEUR INDUSTRIEL DE LA REGION

Le choix politique partagé dans la région au lendemain des indépendances (à l'exception du Libéria), a porté sur la substitution des importations pour asseoir une base industrielle nationale à travers, particulièrement une forte participation des Etats dans le secteur productif.

Ce choix, qui a été fait sans une concertation au niveau régional, a eu pour conséquences, entre autres :

- la création d'unités de productions similaires et concurrentes dans la région (brasseries, cimenteries, huileries, etc) ;
- la dépendance excessive envers les intrants importés, y compris les matières premières, les biens d'équipement, les machines et le capital humain ;
- le peu d'intérêt à la transformation des productions endogènes au profit de l'exportation à l'état brut des matières premières dont les cours mondiaux étaient généralement attractifs jusqu'en 1980.

Ces situations n'ont pu permettre la mise en place d'une solide base industrielle, bien que de profondes réformes aient été mises en œuvre au cours des années 1990 (mise en place de guichet unique d'investissement ; lancement ou accélération des programmes de privatisation ; choix de faire du secteur privé, le moteur de la croissance et du développement économique durable ; etc).

Au total, le secteur industriel de la CEDEAO est encore embryonnaire et donc pas assez diversifié pour produire une grande variété de produits intermédiaires et finis. L'industrie manufacturière dominée par l'agro-industrie, ne représente que 7,36% du PIB de 2006. Plus de quatre cinquième de la valeur ajoutée manufacturière globale de la région en 2006 proviennent de quatre pays, le Nigéria, la Côte-D'Ivoire, le Ghana et le Sénégal dont les parts dans celle-ci, sont respectivement de 39,7%, 23,4%, 10,0% et 9,3%.

L'Afrique de l'Ouest, c'est aussi une richesse minière fabuleuse sous exploitée, faiblement transformée localement et caractérisée par les plus grandes réserves mondiales de bauxite (Guinée, etc) d'uranium (Niger), les gisements de fer les plus riches (teneur de 65% en Guinée, au Libéria etc.) des gisements d'or de très haute teneur (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali etc.) de diamant (Guinée, Libéria, Sierra Léone, etc.), de pétrole et de gaz naturel (Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigéria, etc..), des phosphates (Sénégal, Togo, etc.) ainsi que des ressources considérables pour de nombreux autres minerais (charbon, calcaire, manganèse, marbre, platine, etc....)

Pol industriel UEMOA.pdf**Politique industrielle commune de l'Afrique de l'OUEST**

- PICA0-, Juillet 2010

Document 2 : ECHECS DES POLITIQUES INDUSTRIELLES

- Incapacité d'aborder concrètement les priorités de politique de coopération industrielle pour encourager les industries suivantes :
 - Agro-industries alimentaires, agro-chimiques, du bois, etc)
 - Machinisme agricole ;
 - Industrie des matériaux de construction ;
 - Industries des communications et de l'électronique.
 - Industries pharmaceutiques ;
 - Industries sidérurgiques ;
 - Industries de construction automobile et industries connexes.

CLASSES DE TERMINALE

- Peu de réalisations ont été concrétisées dans le domaine de la formation et de la recherche - développement (R&D) ;
- La mobilisation des partenaires au développement dans les secteurs industriels reste encore faible ;
- Aucun effort d'envergure n'a été consacré au développement des PME/PMI, alors qu'il est reconnu que les secteurs informels tels que ceux des arts et de l'artisanat représentent des créneaux inexploités à potentiel élevé d'expansion des PME/PMI ;
- Pas d'efforts concertés au niveau régional pour la promotion de la sous-traitance et des partenariats.

En 1999, les pays de l'UEMOA ont adopté la politique industrielle commune (PIC) de cette sous région, visant à ce que l'industrie en particulier joue le rôle de locomotive pour impulser la croissance et le développement économique durable.

Au niveau global de l'Afrique de l'Ouest, force est de constater que les efforts déployés par les Etats membres pour le développement industriel, n'ont pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Le tissu industriel et la performance industrielle de la région ainsi que le degré de transformation des matières premières locales, sont demeurés à un niveau faible.

http://www.ecowas.int/publications/fr/wacip/wacip_final20100622.pdf.

Document 3 : STRUCTURE DU SECTEUR SECONDAIRE DANS LE PIB REGIONAL

Les activités motrices de l'économie de l'espace CEDAO comme l'atteste notamment les données de l'année 2006, sont celles du secteur tertiaire (40,5% du PIB) et du secteur primaire (29,2% du PIB) par rapport à celles du secteur secondaire (30,3% du PIB). Cette situation rend l'économie de la région dépendante à l'extrême de plusieurs facteurs endogènes (conditions climatiques variables dans les pays sahéliens, conflits armés, etc.) et exogènes (subventions aux agriculteurs d'Europe et d'Amérique du Nord, cours mondiaux des matières premières, règles du commerce mondial, etc.), sur lesquels elle n'a ni le contrôle, ni la maîtrise.

Le secteur secondaire ouest africain (industrie manufacturière, mines, énergie et BTP) qui n'emploie que 2 à 10% de la population active selon les pays, a contribué en 2006 pour 30,3% au PIB avec en tête le Nigéria (40,7% et à l'autre extrémité la Gambie (8,9%) et la Sierra Léone (8,6%). Cette faible contribution à la formation du PIB reflète la faible valeur ajoutée confirmée par la contribution de seulement 7,4% de l'industrie manufacturière au PIB de la région ; ce qui démontre que les ressources naturelles de la région, notamment les productions agricoles, sont peu valorisées. Quant à la contribution de l'exploitation minière qui s'élève à 19,3% du PIB en 2006, elle est marquée par des productions de plus en plus importantes (y compris le pétrole et le gaz) qui ne sont malheureusement que faiblement transformées au niveau local. Ainsi, au cours de la même année 2006, le sous secteur énergie (pétrole gaz électricité et eau) a contribué pour plus de 20% à la formation du PIB régional en raison de la production pétrolière du Nigéria qui représente à elle seule 19,9% du PIB de l'Afrique de l'Ouest. Le BTP ne représente que 2% du PIB régional de 2006.

CEDAO, Pol industriel. UEMOA.pdf

Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest.

-PICAO-

DOCUMENT 4 : DES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL AFRICAIN SUBSAHARIEN

Doc 4 a : Malgré la mondialisation croissante des marchés des capitaux, l'Afrique Subsaharienne demeure à l'écart des principaux flux financiers []

Pratiquement rien ne favorise le secteur de transformation des produits industriels. Il est cependant remarquable de constater la forte progression de l'I.D.E.

(Investissement Direct Etranger) dans l'ensemble des pays en développement, où 470 Milliards \$ se sont investis pour la période 1990 -1997, alors que la part de l'Afrique n'a atteint que 23 milliards \$, soit 5% de ce total. Mais pourquoi donc confirmons-nous ainsi la célèbre phrase de Frantz Fanon qui dit que nous sommes les « Damnés de la terre », tandis que René Dumont lui faisait écho en 1963, en écrivant « L'Afrique noire est mal partie » ?

[http://paristimes.net/fr/Idee/freinsindustrie afrique.html](http://paristimes.net/fr/Idee/freinsindustrie%20afrique.html).

Doc-4 b : Principales contraintes du développement industriel de la région

Le développement de l'industrie dans l'espace de la CEDEAO est confronté à de multiples contraintes qui, au-delà de l'instabilité sociologique de ces dernières années, sont essentiellement :

- l'environnement fiscal, juridique et judiciaire ;
- la sous utilisation des capacités installées ;
- la faible compétitivité des capacités industrielles existantes et la similitude des activités manufacturières ;
- l'insuffisance des infrastructures, les coûts excessivement élevés et/ou la mauvaise qualité des facteurs de production (électricité, eau, etc.) et des infrastructures de base (espaces industriels, routes, voies ferrées, TIC, etc ;
- le difficile accès au financement de l'investissement industriel ;
- l'insuffisance des informations sur les sources de financement disponibles à travers le monde, particulièrement pour l'investissement privé en Afrique ;
- l'insuffisance des industries et services de sous-traitance ;
- le difficile accès aux technologies performantes (acquisition, maintenance) qui sont des éléments de différenciation et donc de compétitivité ;
- la faiblesse des marchés nationaux dont l'intégration est contrariée par les pesanteurs administratives, les tracasseries douanières et policières le long des corridors commerciaux ;
- l'insuffisante circulation de l'information en rapport avec l'insuffisance des infrastructures de base, ne permet pas aux opérateurs économiques de saisir toutes les opportunités disponibles, tant aux plans national et régional, qu'au niveau africain et international.

A ces principales contraintes, il faut ajouter celle non moins importante de l'insuffisant soutien aux PME/PMI et au secteur informel, y compris l'artisanat de transformation, qui sont deux leviers essentiels du développement industriel en Afrique de l'ouest. En effet, la PME/PMI en Afrique de l'ouest, sans être l'unique moteur de la croissance, prouve encore qu'elle en est le moteur essentiel, permettant l'élargissement (même si cet élargissement demeure faible) de la base de la production industrielle, le renforcement d'une société civile et l'émergence d'entrepreneurs locaux.

Pol industriel. UEMOA.pdf

Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest

-PICAO-, juillet 2010

DOCUMENT 5: Distribution du PIB par activité dans chaque pays au prix constant de 2001.

	Côte d'ivoire	Ghana	Nigéria	Sénégal
Contribution du secteur industriel au PIB	22%	23,5%	40%	22%
Contribution de l'industrie manufacturière	18%	8,8%	6%	15%
Contribution de l'énergie et des mines	4%*	4,2% / 7%	20% / 10%	1% / 2%
Taux d'utilisation des capacités industrielles	80%	90%	Inférieur à 50%	80%

Source : D'après les comptes Nationaux de la CEDEAO

***Contribution de l'énergie, des BTP et de l'exploitation minière.**

FIN/